



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n ° 41 du 7 décembre 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 10 décembre 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	752
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	752
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	752
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	752
Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul – Nancy campagne	752
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	752
Arrêté n° 07.BMSSE.129 du 3 décembre 2007 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Brie	752
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	752
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	752
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 75/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Monsieur Marcel DOSSMANN, directeur adjoint	752
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 76/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel MULIC, secrétaire général	753
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 136/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant nomination de Monsieur Marcel DOSSMANN, directeur adjoint	753
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 137/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle	753
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 138/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse	754
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 139/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle	754
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 140/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges	755
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 141/07 du 1 ^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Mireille WILLAUME, directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine	755
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	755
Trésorerie de Thiaucourt – En date du 3 septembre 2007 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Karine TISSERAND, contrôleur du trésor public	755
Trésorerie de Thiaucourt – En date du 3 septembre 2007 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Marie-Christine SIBILLE, agent d'administration principal du trésor public	756
Trésorerie de Thiaucourt – En date du 3 septembre 2007 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine LEMOINE, contrôleur principal du trésor public	756
AUTRES SERVICES	756
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	756
Décision du 4 décembre 2007 portant délégation de signature	756
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	756
Décision n° 769/2007 du 29 novembre 2007 portant délégation de signature	756
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	756
Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 4 décembre 2007 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie	756
Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne du 4 décembre 2007 pour le recrutement de deux cadres de santé	757
Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe du 4 décembre 2007 pour le recrutement d'un cadre de santé	757
AVIS ET COMMUNICATIONS	757
AUTRES SERVICES	757
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE	757
Avis de recrutement sans concours d'un adjoint administratif de 2 ^e classe du 7 décembre 2007	757

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul – Nancy campagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de TOUL – NANCY-Campagne pour les séances des mardis 11 et 18 décembre 2007.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 26 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 07.BMSSE.129 du 3 décembre 2007 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Brie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Brie ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Brie, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle le mercredi 12 et le jeudi 13 décembre 2007 ainsi que du samedi 29 décembre 2007 au mardi 1^{er} janvier 2008 inclus.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Brie, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville et à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 3 décembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 75/07 du 1^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Monsieur Marcel DOSSMANN, directeur adjoint

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et R.710-17-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel de la république française du 10 janvier 1997,
 VU la nomination du Dr Jean-Yves GRALL, au Conseil des Ministres du 02/08/07, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
 VU le détachement du C.H.U. de Nancy de Monsieur Marcel DOSSMANN en date du 1^{er} décembre 2007 lui attribuant les fonctions de directeur adjoint,
 VU l'arrêté n°006409 du 4 février 2005 portant détachement de Monsieur Michel MULIC à l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à compter du 1^{er} janvier 2005,
 VU la délégation de signature donnée à Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meurthe et Moselle en date du 1^{er} décembre 2007,
 VU la délégation de signature donnée à Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle en date du 1^{er} décembre 2007,
 VU la délégation de signature donnée à Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges en date du 1^{er} décembre 2007,
 VU la délégation de signature donnée à Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse en date du 1^{er} décembre 2007.

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation générale est donnée à Marcel DOSSMANN, directeur adjoint pour signer :

- Tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, ainsi que les décisions à caractère individuel, les délibérations de la commission exécutive, les autorisations données au titre du code de la santé publique, les projets d'établissement et les contrats d'objectifs et de moyens signés avec les établissements de santé.
- Toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception, à l'exception des décisions de réquisition de l'agent comptable.

Art. 2 : La suppléance du directeur assurée par le directeur adjoint est exercée sans préjudice des délégations de signature consenties aux directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales.

Art. 3 : Une délégation générale de signature est également donnée à Monsieur Michel MULIC, secrétaire général à l'A.R.H. de Lorraine.

Art. 4 : En cas d'absence simultanée du directeur et du directeur adjoint de l'A.R.H. de Lorraine, la suppléance est assurée par Michel MULIC, secrétaire général.

Art. 5 : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°47/06 du 1^{er} septembre 2006.

Art. 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 1^{er} décembre 2007

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
 Jean-Yves GRALL

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 76/07 du 1^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel MULIC, secrétaire général

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et R. 6115-2, VU le décret n° 96-1039 du 29 novembre 1996 relatif aux agences régionales de l'hospitalisation, fixant la convention constitutive type des ces agences, VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel de la république française du 10 janvier 1997,

VU l'arrêté n°006409 du 4 février 2005, plaçant Monsieur Michel MULIC en position de détachement auprès de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à compter du 1^{er} janvier 2005,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation générale est donnée à Michel MULIC, secrétaire général, pour signer :

- Tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, ainsi que les décisions à caractère individuel, les délibérations de la commission exécutive, les autorisations données au titre du code de la santé publique, les projets d'établissement et les contrats d'objectifs et de moyens signés avec les établissements de santé.
- Toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception, à l'exception des décisions de réquisition de l'agent comptable.

Art. 2 : En cas d'absence simultanée du directeur et du directeur adjoint de l'A.R.H. de Lorraine, la suppléance est assurée par Michel MULIC, secrétaire général.

Art. 3 : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°61/07 du 1^{er} août 2007.

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 1^{er} décembre 2007

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
 Jean-Yves GRALL

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 portant nomination de Monsieur Marcel DOSSMANN, directeur adjoint

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6115-3 modifié par la loi n°2002-303 du 4 mars 2002,

VU la nomination du Dr Jean-Yves GRALL, au conseil des ministres du 02/08/07, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU le contrat du 26 octobre 2007 fixant les conditions d'engagement de Marcel DOSSMANN par l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Art. 1^{er} : Marcel DOSSMANN est nommé directeur-adjoint de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, à compter du 1^{er} décembre 2007 ; à ce titre, il supplée de droit le directeur en cas de vacance momentanée, d'absence ou d'empêchement.

Art. 2 : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°69/04 du 1^{er} juin 2004.

Art. 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 1^{er} décembre 2007

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
 Jean-Yves GRALL

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 137/07 du 1^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, au conseil des ministres du 1^{er} août 2007, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 du directeur régional de l'hospitalisation de Lorraine nommant Monsieur Marcel DOSSMANN dans les fonctions de directeur adjoint,

VU l'arrêté du 10 octobre 2005 portant nomination de Madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1^{er} novembre 2005,

VU l'arrêté n°02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de Monsieur Jean-François LHULLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°01024 du 23 avril 2004 portant nomination de Madame Myriam BERG dans les fonctions de directrice-adjointe de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2^e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, et par Madame Myriam BERG, directrice-adjointe.

Art. 3 : La directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 4 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 56/07 du 1^{er} août 2007.

Nancy, le 1^{er} décembre 2007 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,

Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 138/07 du 1^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, au conseil des ministres du 1^{er} août 2007, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 du directeur régional de l'hospitalisation de Lorraine nommant Monsieur Marcel DOSSMANN dans les fonctions de directeur adjoint,

VU l'arrêté N°0826 du 16 avril 2007 portant nomination de Madame Anoutchka CHABEAU dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

VU l'arrêté N°01435 portant nomination de Madame Jacqueline ROLLAND, inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1^{er} mai 2006,

VU le contrat d'engagement N°01487 du 30 mai 2005 entre le ministère de la santé et des solidarités et Monsieur Marc NAVROSKI, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer des fonctions administratives relevant de la catégorie A, à compter du 1^{er} avril 2005 et pour une durée de trois ans,

VU le contrat d'engagement N°04101218 du 12 juillet 2006 entre le ministère de la santé et des solidarités et Monsieur Philippe RIEUX, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer les fonctions de responsable du service offre de soins, à compter du 16 août 2006 et pour une durée de trois ans,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

• la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

• le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés : Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre

de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anoutchka CHABEAU, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Jacqueline ROLLAND, et par Monsieur Marc NAVROSKI ou Monsieur Philippe RIEUX, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jacqueline ROLLAND.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Art. 4 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°57/07 du 1^{er} août 2007.

Nancy, le 1^{er} décembre 2007 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,

Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 139/07 du 1^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, au conseil des ministres du 1^{er} août 2007, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 du directeur régional de l'hospitalisation de Lorraine nommant Monsieur Marcel DOSSMANN dans les fonctions de directeur adjoint,

VU l'arrêté n° 2198 du 16 septembre 2005 portant nomination de Madame Elisabeth CHEVALLIER dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à compter du 1^{er} octobre 2005,

VU l'arrêté n° 661 du 16 février 2006 portant nomination de Madame Martine ARTZ dans les fonctions de directrice-adjointe de la D.D.A.S.S. de Moselle,

VU l'arrêté n° 1964 du 28 juillet 2004 portant nomination de Madame Chantal KIRSCH dans les fonctions d'inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S. de Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

• la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

• le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Elisabeth CHEVALLIER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Martine ARTZ, directrice-adjointe, et par Madame Chantal KIRSCH en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Martine ARTZ.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 4 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 58/07 du 1^{er} août 2007.
Nancy, le 1^{er} décembre 2007 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 140/07 du 1^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, au conseil des ministres du 1^{er} août 2007, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 du directeur régional de l'hospitalisation de Lorraine nommant Monsieur Marcel DOSSMANN dans les fonctions de directeur adjoint,

VU l'arrêté n° 2031 du 1^{er} août 2006 portant nomination de Madame Annie MOLON dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges,

VU l'arrêté n° 04125404 du 13 octobre 2006 portant nomination de Madame Anne HUBERT dans les fonctions d'inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S. des Vosges,

VU l'arrêté n° 04010505 du 8 août 2005 portant affectation de Madame Brigitte MENNESSIER, inspectrice de l'action sanitaire et sociale, à la D.D.A.S.S. des Vosges,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

• la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

• le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Annie MOLON, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Anne HUBERT, inspectrice principale, et par Madame Brigitte MENNESSIER, inspectrice, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne HUBERT.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Art. 4 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 59/07 du 1^{er} août 2007.
Nancy, le 1^{er} décembre 2007 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 141/07 du 1^{er} décembre 2007 portant délégation de signature à Madame Mireille WILLAUME, directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, au conseil des ministres du 1^{er} août 2007, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 du directeur régional de l'hospitalisation de Lorraine nommant Monsieur Marcel DOSSMANN dans les fonctions de directeur adjoint,

VU l'arrêté du 1^{er} octobre 2005 portant nomination de Madame Mireille WILLAUME dans les fonctions de directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine à compter du 1^{er} octobre 2005,

VU l'arrêté n° 3217 du 10 octobre 2006 portant nomination de Madame Sylvaine GAULARD dans les fonctions de directeur adjoint à la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, à compter du 1^{er} décembre 2006,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Mireille WILLAUME, directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, toutes décisions relatives :

• aux emplois de praticiens hospitaliers à temps plein et à temps partiel à l'exception des catégories de personnel qui sont régies par l'ordonnance n°58-1373 du 30 décembre 1958 et des personnels accomplissant le troisième cycle de leurs études médicales ou pharmaceutiques,

• à l'organisation du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire :

convocation des membres,

désignation des rapporteurs,

l'envoi aux membres des rapports et relevés de décisions,

à la désignation des rapporteurs en C.N.O.S.S., sur proposition de la Cellule régionale de planification (C.R.P.).

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mireille WILLAUME la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Sylvaine GAULARD.

Art. 3 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 60/07 du 1^{er} août 2007.

Art. 4 : La directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Lorraine.

Nancy, le 1^{er} décembre 2007 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Trésorerie de Thiaucourt – En date du 3 septembre 2007 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Karine TISSERAND, contrôleur du trésor public

Le soussigné Catherine POLISZCZUK, trésorier de Thiaucourt

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général, Mademoiselle Karine TISSERAND, contrôleur du Trésor Public,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, en son absence et en l'absence de l'adjointe, pour lui et en son nom, la Trésorerie de THIAUCOURT, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de THIAUCOURT, entendant ainsi transmettre à Mlle Karine TISSERAND, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
TISSERAND KARINE,
CONTROLEUR

Signature du mandant
POLISZCZUK CATHERINE,
TRESORIER DE THIAUCOURT

Thiaucourt, le 3 septembre 2007

Trésorerie de Thiaucourt – En date du 3 septembre 2007 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Marie-Christine SIBILLE, agent d'administration principal du trésor public

Le soussigné Catherine POLISZCZUK, trésorier de Thiaucourt déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général, Madame Marie-Christine SIBILLE, agent d'administration principal du Trésor Public, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de THIAUCOURT, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de THIAUCOURT, entendant ainsi transmettre à Mme Marie-Christine SIBILLE, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
SIBILLE MARIE-CHRISTINE,
AGENT D'ADMINISTRATION PRINCIPAL

Signature du mandant
POLISZCZUK CATHERINE,
TRESORIER DE THIAUCOURT

Thiaucourt, le 3 septembre 2007

Trésorerie de Thiaucourt – En date du 3 septembre 2007 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine LEMOINE, contrôleur principal du trésor public

Le soussigné Catherine POLISZCZUK, trésorier de Thiaucourt déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Martine LEMOINE, contrôleur principal du Trésor Public lui donner pouvoir de gérer et administrer, en son absence, pour lui et en son nom, la Trésorerie de THIAUCOURT, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de THIAUCOURT, entendant ainsi transmettre à Madame Martine LEMOINE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
LEMOINE MARTINE,
CONTROLEUR PRINCIPAL

Signature du mandant
POLISZCZUK CATHERINE,
TRESORIER DE THIAUCOURT

le cas échéant,

donner délégation à Mme Martine LEMOINE, contrôleur principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
LEMOINE MARTINE,
CONTROLEUR PRINCIPAL

Signature du délégant
POLISZCZUK CATHERINE,
TRESORIER DE THIAUCOURT

Thiaucourt, le 3 septembre 2007

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Décision du 4 décembre 2007 portant délégation de signature

Le directeur général du CHU

Vu la loi n° 91-748 31 juillet 1991

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation générale à M. Eric ZURCHER, Directeur adjoint, pour signer aux nom et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à M. Eric ZURCHER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au Comptable de l'établissement.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric ZURCHER pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par M. Pascal TAFFUT, Directeur Adjoint, M. Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint et par M. Christian VUILLEMIN, Directeur Général Adjoint, dans le cadre de la délégation générale de signature dont il bénéficie.

Art. 3 : La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures (à l'exception des dépenses de Groupe 1 qui restent de la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines et de la Direction des Affaires Médicales), et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation se substitue à la délégation du 6 janvier 2006.

Elle prend effet à la date du 7 décembre 2007 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle
Nancy, le 4 décembre 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Décision n° 769/2007 du 29 novembre 2007 portant délégation de signature

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 694/2007 du 5 novembre 2007 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée des services financiers et des affaires générales, et responsable du bureau des entrées, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à l'effet de signer :

- d'une part, tous les documents relatifs à la liquidation et au mandatement des dépenses du Centre Hospitalier,
- d'autre part, tous les documents relatifs à la liquidation et à l'émission des titres de recettes du Centre Hospitalier.

Art. 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et des fonctions du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 29 novembre 2007.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
- Madame Antoinette KOCHER,
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 29 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSET

Centre hospitalier de Verdun

Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 4 décembre 2007 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 14 juin 2002 fixant la composition du jury et les modalités du concours sur titres permettant l'accès au corps de préparateur en pharmacie hospitalière,

Vu la vacance d'un poste de préparateur en pharmacie diffusée le 11 avril 2007 non pourvu par un candidat fonctionnaire,

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} février 2008 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir UN poste vacant de préparateur en pharmacie hospitalière.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière, âgés de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2008, de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E. ; cette limite d'âge est reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Art. 3 : Les candidatures devront parvenir dans un délai d'un mois à compter de la date de publication au Recueil des Actes Administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- Un justificatif de nationalité,
- Un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- Les diplômes et certificats en leur possession, et notamment le diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière,
- Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- Un certificat médical délivré par un médecin agréé (liste sur demande disponible à la Direction des Ressources Humaines),
- Pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- Un C.V. établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans secteur public que dans le secteur privé.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 14 juin 2002 susvisé.

Verdun, le 4 décembre 2007

Le directeur,
C. WINGERT

Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne du 4 décembre 2007 pour le recrutement de deux cadres de santé

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 - 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de 3 postes de Cadres de santé diffusée le 14 septembre 2007 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres INTERNE est ouvert à partir du 1^{er} mars 2008 pour pourvoir deux postes vacants de Cadre de santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers".

Art. 2 : Peuvent être candidates les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière,
- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière,
- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière, comptant au 1^{er} janvier 2008, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé,
- un CV établi par le candidat sur papier libre.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Verdun, le 4 décembre 2007

Le directeur,
C. WINGERT

Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe du 4 décembre 2007 pour le recrutement d'un cadre de santé

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 - 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de 3 postes de Cadres de santé diffusée le 14 septembre 2007 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres EXTERNE est ouvert à partir du 1^{er} mars 2008 pour pourvoir un poste vacant de Cadre de santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers enseignants".

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière;
- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière;
- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière;

et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans en équivalence temps plein, au 1^{er} janvier 2008.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Verdun, le 4 décembre 2007

Le directeur,
C. WINGERT

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

Hôpital local intercommunal 3H Santé

Avis de recrutement sans concours d'un adjoint administratif de 2^e classe du 7 décembre 2007

En application du Décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et du Décret n° 2007-1184 du 03 août 2007 portant statuts particuliers des Personnels Administratifs Hospitaliers de la Fonction Publique Hospitalière, un recrutement sans concours aura lieu à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 1 poste d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1^{er} Janvier 2008 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Composition des dossiers : lettre de candidature motivée + curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée.

A envoyer sous pli recommandé ou par simple courrier à Madame l'Attachée d'Administration Hospitalière Assurant l'Intérim de Direction - HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE - 62, Rue Poincaré - 54480 CIREY SUR VEZOUZE - Tél. 03.83.76.31.32. Seuls seront convoqués à un entretien les candidats préalablement retenus par la commission chargée de la sélection.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Cirey-sur-Vezouze, le 7 décembre 2007

L'attachée d'administration hospitalière
assurant l'intérim de direction,
I. CHANE

